



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 24 octobre 2024  
portant prescriptions complémentaires  
à la société VYNOVA PPC pour son site de Vieux-Thann**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, parties législative et réglementaire, notamment ses articles L.181-14, R. 181-45 et sa section 8 – Livre V, Titre 1<sup>er</sup>, chapitre 5 dont son R. 515-70 relatif au réexamen des conditions d'exploitation ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) fixée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) (refonte), dite « directive IED » ;

VU la décision d'exécution n° 2013/732/UE de la commission du 9 décembre 2013 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour la production de chlore et de soude (BREF CAK) au titre de la directive IED susvisée, parue au Journal Officiel de l'Union Européenne le 11 décembre 2013 ;

VU la décision d'exécution n° (UE) 2022/2427 de la commission du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique (BREF WGC) au titre de la directive IED susvisée, parue au Journal Officiel de l'Union Européenne le 12 décembre 2022 ;

VU les actes antérieurs délivrés à la société Potasse et Produits Chimiques (PPC) pour l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de Vieux-Thann, et en particulier les arrêtés préfectoraux :

- n° 2008-156-5 du 4 juin 2008 modifié portant prescriptions complémentaires et codificatives,
- n° 2010-049-2 du 17 février 2010 portant prescriptions complémentaires, notamment sur les valeurs limites d'émission dans l'eau,
- n° 2010-098-9 du 8 avril 2010 portant prescriptions complémentaires pour les conditions de traitement et de surveillance d'une pollution des sols et de la nappe d'eaux souterraines,
- n° 2010-238-1 du 26 août 2010 portant prescriptions complémentaires pour la prévention de la pollution atmosphérique,
- n° 2010-329-15 du 25 novembre 2010 portant prescriptions complémentaires pour l'amélioration des rejets dans l'atmosphère et des rejets aqueux dans l'attente du démantèlement des installations d'électrolyse à mercure,
- du 14 mars 2016 et du 16 décembre 2022 portant prescriptions complémentaires pour la limitation et la surveillance de la pollution au mercure de la nappe sous-jacente de l'usine,

VU le courrier de la société PPC (Potasse et Produits Chimiques) en date du 29 octobre 2013, par lequel elle déclare sa rubrique n° 3420a comme rubrique principale au titre de la directive IED (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques) et indique que le BREF principal qui lui est applicable est le BREF CAK ;

VU le dossier de réexamen défini à l'article R. 515-72, établissant une comparaison des conditions d'exploitation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la production de chlore et de soude, et déposé le 30 décembre 2014 auprès de la préfecture du Haut-Rhin ;

VU la demande de bénéfice des droits acquis transmise par l'exploitant le 23 mai 2016, dans le cadre de la refonte de la nomenclature des installations classées et de la création de rubriques '4xxx' en lien avec la transposition de la directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « directive SEVESO III » ;

VU le rapport en date du 20 septembre 2024 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la consultation pour avis de l'exploitant, sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire reçu par l'exploitant le 27 septembre 2024 ;

VU l'avis formulé par l'exploitant dans son courrier du 10 octobre 2024 ;

Considérant que certaines évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'ont pas été prises en compte et qu'il convient d'actualiser la situation administrative des installations autorisées ;

Considérant que les activités exercées par l'exploitant relèvent de la rubrique de la rubrique IED principale 3420a et sont, à ce titre, couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives à la production de chlore et de soude (BREF CAK) qui lui sont applicables ;

Considérant que les conclusions sur les MTD relatives à la production de chlore et de soude ont été publiées par au Journal Officiel de l'Union Européenne le 11 décembre 2013 ;

Considérant donc que conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté et ses compléments permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émission associés applicables ;

Considérant que les activités couvertes par le BREF WGC susvisé en tant que BREF secondaire doivent également prendre en compte les conclusions sur les MTD de ce BREF ;

Considérant que les enjeux portés par les conclusions des MTD du BREF WGC nécessitent de ne pas attendre le prochain réexamen du BREF principal CAK pour que ces conclusions soient mises en oeuvre ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** : Portée de l'arrêté complémentaire

La société VYNOVA PPC, désignée ci-après « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 95 rue du Général de Gaulle – 68800 THANN, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

### **Article 2** : Liste des installations ou activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

La liste des installations exploitées reprise ci-après annule et remplace celle figurant dans les actes antérieurs :

- Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008
- Article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 février 2010
- Article 2 de l'arrêté complémentaire du 19 octobre 2022

### **Liste des installations exploitées :**

« Les installations exploitées sont classées selon les rubriques et régimes définis dans le tableau ci-dessous :

Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
3410	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques	A	Capacité de production de l'atelier chimie fine : 10000 t/an, réparties sur l'ensemble des rubriques 3410 visées ci-après <i>ces capacités sont variables d'une année à l'autre</i>
3410.a	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : a) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques)	A	Capacité maximale : 10000 t
3410.b	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : b) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters et mélanges d'esters, acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes	A	Capacité maximale : 10000 t
3410.c	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : c) hydrocarbures sulfurés	A	Capacité maximale : 10000 t
3410.d	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : d) hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitrites, cyanates, isocyanates	A	Capacité maximale : 10000 t
3410.e	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : e) hydrocarbures phosphorés	A	Capacité maximale : 10000 t
3410.f	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : f) hydrocarbures halogénés	A	Capacité maximale : 10000 t
3410.g	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : g) dérivés organométalliques	A	Capacité maximale : 10000 t
3420.a	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : a) gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, chlorure de carbonyle	A	Capacité de production : - chlore : 44800 t/an - hydrogène : 1300 t/an - acide bromhydrique : 10692 t/an

Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
3420.b	<b>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que :</b> b) acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés	A	Capacité de production : - acide chlorhydrique : 32850 t/an - acide bromhydrique en solution : 7590 t/an en 100 %
3420.c	<b>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que :</b> c) bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium	A	Capacité de production : - hydroxyde de potassium (KOH) en solution : 70400 t/an en 100 % - hydroxyde de potassium (KOH) solide : 18250 t/an - hypochlorite de sodium (NaClO) en solution : 9125 t/an
3420.d	<b>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que :</b> d) sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent	A	Capacité de production : - carbonate de potassium en solution : 30000 t/an en 100 % - carbonate solide : 60000 t/an - bromure de sodium et bromure de potassium : 5000 t/an
3440	<b>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits phytosanitaires ou de biocides</b>	A	Capacité de production : - hypochlorite de sodium en solution : 9125 t/an
3450	<b>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires</b>	A	Non renseigné (> 1 tonne)
3510	<b>Traitement de déchets dangereux :</b> Élimination ou valorisation des déchets dangereux avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : (...) - traitement physico-chimique (...) - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques (...).	A	Unité de traitement de solutions aqueuses bromurées pour en récupérer le brome. Capacité de l'unité : 168 tonnes par jour de solutions bromurées. (À titre informatif : 24 tonnes par jour de brome récupéré distillé). Nota : le traitement des solutions bromurées ne relève pas de la rubrique 3510 : a) si elles proviennent d'autres sites industriels et bénéficient d'une sortie de statut de déchet (SSD) selon les critères de l'arrêté ministériel du 22/02/2019 b) si elles proviennent des installations du site.



Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
2718.1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, (...).</b> la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	A	Quantité maximale de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation : 336 tonnes de solutions bromurées.  <i>Nota :</i> <i>ne relèvent pas de la rubrique 2718, les solutions bromurées :</i> <i>a) provenant d'autres sites industriels et bénéficiant d'une sortie de statut de déchet (SSD selon les critères de l'arrêté ministériel susvisé du 22/02/2019</i> <i>b) provenant des installations du site.</i>
2790	<b>Installations de traitement de déchets dangereux</b> à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	A	Unité de traitement de solutions aqueuses bromurées pour en récupérer le brome. Capacité de l'unité : 12964 m <sup>3</sup> par an de solutions bromurées. (À titre informatif : 5700 tonnes par an de brome récupéré distillé)  <i>Nota :</i> <i>le traitement des solutions bromurées ne relève pas de la rubrique 2790 :</i> <i>a) si elles proviennent d'autres sites industriels et bénéficient d'une sortie de statut de déchet (SSD) selon les critères de l'arrêté ministériel susvisé du 22/02/2019</i> <i>b) si elles proviennent des installations du site.</i>
2910.A.2	<b>Combustion (...)</b> Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, (...), si la puissance thermique nominale de l'installation est de combustion est supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW	DC	Chaudière 'Babcock' fonctionnant au gaz naturel Puissance thermique maximale : 9,75 MW


Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
2910.B.2	<p><b>Combustion (...)</b></p> <p>Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, de la biomasse telle que définie au b).ii) ou au b).iii) ou au b).v) de la définition de la biomasse, et des combustibles différents de ceux visés au point B.1, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 50 MW</p> <p>On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 :</p> <p>a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;</p> <p>b) Les déchets ci-après :</p> <p>i) Déchets végétaux agricoles et forestiers ;</p> <p>ii) Déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;</p> <p>iii) Déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coincinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;</p> <p>iv) Déchets de liège ;</p> <p>v) Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.</p>	A	<p>Exploitation de 3 installations de combustion :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaudière (unité KOH) fonctionnant à l'hydrogène/gaz naturel puissance : 2,5 MW</li> <li>- Four 'Buttner' (unité » K<sub>2</sub>CO<sub>3</sub> fonctionnant à l'hydrogène/gaz naturel puissance : 3 MW</li> <li>- Oxydateur thermique fonctionnant au gaz naturel et à l'hydrogène puissance : 3 MW</li> </ul> <p>Soit une puissance thermique totale de 8,5 MW</p>
2915.1b	<p><b>Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles,</b></p> <p>lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) étant supérieure à 100 litres mais inférieure ou égale à 1000 litres</p>	D	<p>Utilisation d'huile thermique dans un atelier pilote ; la température d'utilisation peut dépasser celle du point éclair du fluide.</p> <p>Capacité 1000 litres</p>
2915.2	<p><b>Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles,</b></p> <p>lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) étant supérieure à 250 litres</p>	D	<p>Utilisation d'huile thermique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un atelier pilote ; la température d'utilisation peut être inférieure à celle du point éclair du fluide</li> </ul> <p>Capacité 1000 litres</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le laboratoire de recherche et développement</li> </ul> <p>Capacité 125 litres</p>
2921.1a	<p><b>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, (...),</b></p> <p>la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW</p>	E	<p>Tour Hamon : 4526 kW</p> <p>Tour Sulzer : 1210 kW</p> <p>Tour Cofely : 14 MW</p> <p>soit une puissance totale évacuée de 19,74 MW</p>

Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
2515.1b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW	D	<p>La puissance totale des installations est d'environ 110 kW</p> <p>Atelier 'carbonate' :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- broyeur Bramick : 75 kW</li> <li>+ vis d'alimentation : 3 kW</li> <li>- cribleur : 2,2 kW</li> <li>- ensacheuse : environ 10 kW</li> <li>- tamis : 1 kW</li> </ul> <p>Atelier KOH solide</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ensacheuse : environ 10 kW</li> </ul> <p>Atelier Bromures :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ensacheuse : environ 10 kW</li> </ul>
1185.2a	<p><b>Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 (...)</b></p> <p>S'agissant d'équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	DC	<p>Groupes froids et systèmes de climatisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupes TRANE au R134a : 2x24 = 48 kg</li> <li>- Groupe PROFROID au R404a : 250 kg</li> <li>- Groupe QUIRI au R427a : 230 kg</li> <li>- Groupe MYCOM au R427a : 390 kg</li> </ul> <p>(+ recours éventuel à un groupe froid en location en période estivale)</p> <p>soit une quantité totale de fluide utilisée &gt; 900 kg</p>
1436.1	<p><b>Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, à l'exception des boissons alcoolisées,</b></p> <p>la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 1000 tonnes</p>	A	Capacité : 1004 tonnes
1434.2	<p><b>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C (...)</b></p> <p>Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation</p>	A	<p>Chargement / déchargement</p> <p>Dépôt autorisé : 290 tonnes</p>



Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
1450.2b	<b>Emploi ou stockage de solides inflammables</b> La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 tonne	D	Capacité : 200 kg

1630.1	<b>Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique</b> , le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium, La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 250 tonnes	A	Production de lessive de potasse à 30 %, capacité : 196 t/jour en 100 %  Stockages et emploi : - lessive de soude à 50 % : 202 m <sup>3</sup> - lessive de soude à 23 % : 240 m <sup>3</sup> - lessive de potasse à 50 % : 3600 m <sup>3</sup> - lessive de potasse carbonatée : 1500 m <sup>3</sup> - Potasse solide : 200 tonnes
4110.1a	<b>Substances et mélanges solides de toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés</b> , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne	A Seveso seuil haut	Capacité : 426 tonnes
4120.1a	<b>Substances et mélanges solides de toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition</b> , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 tonnes	A Seveso seuil bas	Capacité : 50 tonnes
4120.2a	<b>Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition</b> , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 tonnes	A Seveso seuil bas	Capacité : 61 tonnes
4130.2a	<b>Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</b> , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 tonnes	A Seveso seuil haut	Capacité : 1992 tonnes
4140.1a	<b>Substances et mélanges solides de toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes</b> , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 tonnes	A Seveso seuil haut (au cumul des alinéas 1a et 2a)	Capacité : 111 tonnes

Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
4140.2a	<b>Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 tonnes	A  Seveso seuil haut (au cumul des alinéas 1a et 2a)	Capacité : 483 tonnes
4330.1	<b>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (...) étant supérieure ou égale à 10 tonnes	A  Seveso seuil haut	Capacité : 140 tonnes
4331.1	<b>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3, à l'exclusion de la rubrique 4330,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (...) étant supérieure ou égale à 1000 tonnes	A	Capacité : 2494 tonnes
4440.1	<b>Solides comburants de catégorie 1, 2 ou 3,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 tonnes	A  Seveso seuil bas	Capacité : 80 tonnes
4441.1	<b>Liquides comburants de catégorie 1, 2 ou 3,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 tonnes	A  Seveso seuil bas	Capacité : 91 tonnes
4510.1	<b>Mélanges ou substances dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 tonnes	A  Seveso seuil haut	Capacité : 1328 tonnes
4511.1	<b>Mélanges ou substances dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2,</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 tonnes	A  Seveso seuil haut	Capacité : 1938 tonnes
4630.1	<b>Mélanges ou substances auxquels est attribuée la mention de danger EUH029 (au contact de l'eau, dégagement de gaz toxiques),</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 tonnes	A  Seveso seuil bas	Capacité : 90 tonnes
4709.1	<b>Brome (n°CAS : 7726-95-6),</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 tonnes	A  Seveso seuil haut	

Rubrique		Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
N°	Intitulé et seuil de classement		
4710.1	<b>Chlore (n°CAS : 7782-50-5)</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg	A Seveso seuil haut	[REDACTED]
4715.1	<b>Hydrogène (n°CAS : 133-74-0)</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	A	[REDACTED]
4721.2	<b>Oxyde de propylène (n°CAS : 75-56-9)</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 5 tonnes	D	[REDACTED]
4722.1	<b>Méthanol (n°CAS : 67-56-1)</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 tonnes	A (D)	[REDACTED]
4733.1	<b>Cancérogènes spécifiques ou mélanges contenant les cancérogènes spécifiques suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : (...)</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 400 kg	A Seveso seuil haut	[REDACTED]
4735.2b	<b>Ammoniac,</b> la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant, pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50kg, supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 tonnes	DC	[REDACTED]
4748	<b>1-bromo-3-chloropropane (numéro CAS 109-70-6)</b> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 tonnes	A Seveso seuil bas	[REDACTED]

Remarque : les régimes définis sont :

- A signifie Autorisation ;
- E signifie Enregistrement ;
- D signifie Déclaration ;
- DC signifie Déclaration avec Contrôle  
(contrôle périodique non requis dans le cas d'un site soumis à Autorisation) ;
- NC signifie Non Classé.

Tout changement de produit devra être signalé et l'exploitant devra justifier que cette modification est compatible avec les mesures de prévention et de protection existantes. »

Statut SEVESO de l'établissement :

L'établissement relève du statut « Seveso seuil haut » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Statut IED de l'établissement :

L'établissement relève de la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « directive IED ».

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement, la rubrique principale est la rubrique 3420.a relative à la fabrication de produits chimiques inorganiques gazeux, et les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives à l'industrie du chlore et de la soude (CAK).

### Article 3: Mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponibles issues du BREF CAK

L'exploitant met en œuvre les Meilleures Techniques Disponibles figurant dans la décision d'exécution du 9 décembre 2013 susvisée :

#### 3.1 – Technique employée

Pour la production de chlore et de soude, l'exploitant met en œuvre une technique d'électrolyse utilisant des cellules à membranes bipolaires.

#### 3.2 – Démantèlement des unités utilisant l'électrolyse à mercure

L'exploitant poursuit le démantèlement en cours. Ce démantèlement devra être totalement effectif avant le 31 décembre 2025.

Afin de réduire les émissions de mercure et la production de déchets contaminés par le mercure pendant le démantèlement ou la conversion des unités utilisant l'électrolyse à mercure, l'exploitant respecte le plan de démantèlement élaboré, qui doit prévoir :

- a) l'intervention de certains des membres du personnel ayant acquis de l'expérience lors de l'exploitation de l'ancienne unité à tous les stades de l'élaboration et de la mise en œuvre ;
- b) des procédures et des instructions pour tous les stades de la mise en œuvre ;
- c) un programme détaillé de formation et de supervision du personnel non expérimenté dans la manutention du mercure ;
- d) la détermination de la quantité de mercure métallique à récupérer et l'estimation de la quantité de déchets à éliminer et de leur teneur en mercure ;
- e) des zones de travail :
  - couvertes par un toit ;
  - équipées d'un sol lisse, incliné et imperméable de façon à diriger les déversements de mercure vers un puisard ;
  - bien éclairées ;
  - exemptes de tout obstacle et débris susceptibles d'absorber le mercure ;
  - équipées d'une alimentation en eau pour le lavage ;
  - raccordées à un système d'épuration des eaux résiduelles ;
- f) la vidange des cellules et le transfert du mercure métallique dans des conteneurs, comme suit :
  - maintien du système clos ;
  - lavage du mercure ;
  - recours au transfert par gravité ;
  - élimination des impuretés solides présentes, le cas échéant, dans le mercure ;
  - remplissage des conteneurs à  $\leq 80$  % de leur capacité volumétrique ;
  - fermeture hermétique des conteneurs après remplissage ;
  - lavage des cellules vides, puis remplissage avec de l'eau ;
- g) l'exécution de toutes les opérations de démantèlement et de démolition comme suit :
  - remplacement de la découpe à chaud des équipements par la découpe à froid ; lorsque cela n'est pas possible pour certaines opérations, celles-ci sont réalisées dans une enceinte fermée équipée d'une ventilation filtrée sur charbons actifs afin d'éviter la contamination de l'environnement, conformément au dossier d'information préalablement remis par l'exploitant ;

- stockage des équipements contaminés dans des zones appropriées ;
- lavage fréquent du sol de la zone de travail ;
- nettoyage rapide des déversements de mercure à l'aide d'un dispositif d'aspiration équipé de filtres à charbon actif ;
- comptabilisation des flux de déchets ;
- séparation des déchets contaminés par le mercure et des déchets non contaminés ;
- décontamination des déchets contaminés par le mercure par des techniques de traitement mécanique et physique (par exemple, lavage, vibrations ultrasoniques, aspirateurs), de traitement chimique (par exemple, lavage à l'hypochlorite, à la saumure chlorée ou au peroxyde d'hydrogène) et/ou de traitement thermique (par exemple, distillation/autoclavage) ;
- réutilisation ou recyclage des équipements décontaminés ;
- décontamination du bâtiment et des salles dans lesquelles se trouvent les cellules par nettoyage des murs et du sol, suivi de l'application d'un revêtement ou de peinture afin d'obtenir une surface imperméable, si le bâtiment est destiné à être réutilisé ;
- décontamination ou rénovation des systèmes de collecte des eaux résiduaires dans ou à proximité de l'unité ;
- confinement de la zone de travail et traitement de l'air de ventilation lorsque des concentrations élevées de mercure sont attendues (par exemple, lors du lavage à haute pression) ; par « concentrations élevées de mercure », on entend des concentrations susceptibles de présenter un risque pour la santé, supérieures aux Valeurs Limites d'Exposition Professionnelle.

Les techniques de traitement de l'air de ventilation comprennent l'adsorption sur charbon actif imprégné d'iode ou de soufre, le lavage à l'hypochlorite ou à la saumure chlorée ou l'ajout de chlore pour obtenir du dichlorure de dimercure solide ;

- traitement des eaux résiduaires contenant du mercure, y compris les eaux de lessive provenant du lavage des équipements de protection individuelle ;
- surveillance du mercure dans l'air, l'eau et les déchets, y compris un certain temps après la fin du démantèlement ou de la conversion ;

h) si nécessaire, le stockage temporaire du mercure métallique sur le site, dans des installations de stockage qui sont:

- bien éclairées et protégées des intempéries ;
- équipées d'un confinement secondaire approprié capable d'arrêter 110 % du volume de liquide d'un seul conteneur ;
- exemptes de tout obstacle et débris susceptibles d'absorber le mercure ;
- équipées de dispositifs d'aspiration dotés de filtres à charbon actif ;
- périodiquement inspectées, à la fois visuellement et à l'aide d'un équipement de surveillance du mercure ;

Le stockage du mercure métallique n'excède pas plus d'un an après l'arrêt définitif de l'intégralité des cellules à mercure.

i) si nécessaire, le transport, d'autres traitements éventuels et l'élimination des déchets.

### 3.3 – Production d'eaux résiduaires

Afin de réduire la production d'eaux résiduaires, l'exploitant met en œuvre les techniques suivantes (énumérées dans la MTD n°4), selon les modalités prévues dans son dossier de réexamen :

- a) remise en circulation de la saumure
- b) recyclage des flux d'eau résiduaires d'autres procédés
- e) concentration des boues de filtration de la saumure
- f) nanofiltration

### 3.4 – Réduction des émissions de substances polluantes dans l'eau



Afin de réduire les rejets de substances polluantes dans l'eau, l'exploitant a recours à des techniques de traitement qui empêchent ou limitent la formation de polluants. Il est opéré un traitement final des eaux résiduelles par des techniques physico-chimiques et/ou biologiques avant rejet.

En particulier, afin de réduire les émissions de mercure dans l'eau pendant le démantèlement ou la conversion des unités utilisant l'électrolyse à mercure, l'exploitant dispose d'une station de démercurisation des eaux, qui précipite le mercure avant filtration.

### 3.5 – Réduction des rejets de chlore libre dans l'eau

Afin de réduire les rejets dans l'eau de chlore libre provenant de l'unité de production de chlore et de soude, l'exploitant met en œuvre une technique de décomposition acide (technique d) de la MTD n°13), la décomposition des eaux chlorées s'effectuant dans la boucle saumure.

### 3.6 – Réduction des rejets de chlorates dans l'eau

Afin de réduire les rejets dans l'eau de chlorates provenant de l'unité de production de chlore et de soude, l'exploitant met en œuvre les techniques suivantes (énumérées dans la MTD n°14), selon les modalités prévues par l'exploitant dans son dossier de réexamen :

- a) membranes à haute performance (engendrant un rendement élevé en courant et une réduction des chlorates)
- b) revêtements à haute performance
- c) saumure de haute pureté
- d) acidification de la saumure
- e) réduction acide

### 3.7 – Réduction des rejets de composés organiques halogénés

Afin de réduire les rejets dans l'eau de composés organiques halogénés provenant de l'unité de production de chlore et de soude, l'exploitant met en œuvre les techniques suivantes (énumérées dans la MTD n°15), selon les modalités prévues par l'exploitant dans son dossier de réexamen :

- a) choix et dosage des sels et des matières auxiliaires
- b) purification de l'eau

### 3.8 – Efficacité énergétique

Afin d'utiliser efficacement l'énergie lors de l'électrolyse, l'exploitant met en œuvre les techniques suivantes (énumérées dans la MTD n°5), selon les modalités prévues par l'exploitant dans son dossier de réexamen :

- a) membranes à haute performance (engendrant une faible chute de tension et un rendement élevé en courant)
- c) électrodes et revêtements à haute performance (engendrant de faibles surtensions)
- d) saumure de haute pureté

En outre, l'exploitant doit utiliser autant que possible l'hydrogène produit par l'électrolyse, en tant que réactif chimique ou comme combustible.

### 3.9 – Réduction des émissions atmosphériques de chlore

Afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées de chlore et de dioxyde de chlore (résultant de la transformation du chlore), l'exploitant dispose d'une unité d'absorption de

chlore constituée de deux tours de lavage en parallèle, arrosées à la soude (une des tours est une tour de sécurité).

Ces tours de lavage satisfont aux caractéristiques suivantes énumérées dans la MTD n°8 :

- a) unité d'absorption basée sur des colonnes à garnissage et/ou des éjecteurs et une solution alcaline (par exemple, solution d'hydroxyde de sodium) comme liquide de lavage ;
- c) taille adaptée au scénario le plus défavorable (déterminé d'après une analyse des risques) en termes de quantité de chlore produite et de débit (absorption de l'intégralité de la production du local contenant les cuves pendant une durée suffisante jusqu'à la mise à l'arrêt de l'installation) ;
- d) taille appropriée du dispositif d'alimentation en liquide de lavage et de la capacité de stockage afin de disposer systématiquement d'un excédent ;
- e) la taille des colonnes à garnissage doit être appropriée afin d'éviter en toutes circonstances leur engorgement ;
- f) dispositif empêchant le chlore liquide de pénétrer dans l'unité d'absorption ;
- g) dispositif empêchant le liquide de lavage de refluer dans le circuit de chlore ;
- h) dispositif empêchant la précipitation de solides dans l'unité d'absorption ;
- i) utilisation d'échangeurs de chaleur pour maintenir en toutes circonstances la température au-dessous de 55 °C dans l'unité d'absorption ;
- k) utilisation de matériaux de construction qui résistent en toutes circonstances aux conditions extrêmement corrosives ;
- l) utilisation d'équipements de secours, tels qu'un laveur supplémentaire installé en série avec celui qui est utilisé, un réservoir de secours alimentant le laveur par gravité, des ventilateurs de secours et de rechange, des pompes de secours et de rechange ;
- m) système de secours autonome pour le matériel électrique indispensable ;
- n) commutateur automatique actionnant le système de secours en cas d'urgence, avec vérifications périodiques de ce système et du commutateur ;
- o) système de contrôle et d'alerte concernant les paramètres suivants:
  - température des liquides de lavage ;
  - potentiel de réduction et alcalinité des liquides de lavage ;
  - pression d'aspiration ;
  - débit des liquides de lavage.

### 3.10 – Utilisation du tétrachlorure de carbone

L'établissement n'utilise pas du tétrachlorure de carbone à des fins d'élimination du trichlorure d'azote ou de récupération du chlore dans les gaz résiduels.

### 3.11 – Production de déchets

Afin de réduire la quantité d'acide sulfurique épuisé destinée à être éliminée, l'exploitant réutilise cet acide sur site (pour la station de démercurisation des eaux notamment) et peut les reconcentrer via la société voisine TRONOX.

## Article 4: Valeurs limites de rejet dans l'eau

La mise en œuvre des meilleures techniques disponibles mentionnées à l'article 3 doit permettre l'atteinte des valeurs limites d'émissions (VLE) fixées ci-après. Ces VLE complètent et renforcent, pour les paramètres concernés, les valeurs fixées dans les arrêtés préfectoraux antérieurs (article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 et article 5 de l'arrêté du 17 février 2010)

### Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires :

--

- Rejets de mercure : 15 µg/litre (concentration moyenne journalière)

L'analyse s'effectue sur des échantillons composites proportionnels au débit sur 24 heures, prélevés quotidiennement en sortie de la station de démercuration.

- Rejets de chlore libre : 0,2 mg/litre (concentration moyenne mensuelle)

L'analyse s'effectue sur des échantillons ponctuels prélevés au moins une fois par mois au point où les émissions quittent l'installation (point G)

#### Article 5: Valeurs limites de rejet dans l'air

La mise en œuvre des meilleures techniques disponibles mentionnées à l'article 3 doit permettre l'atteinte des valeurs limites d'émissions (VLE) fixées ci-après.

Ces VLE complètent les valeurs fixées dans les arrêtés préfectoraux antérieurs.

##### Valeur limite d'émission au point de rejet : 'Tour Javel' et 'Tour de Sécurité'

- Rejets de chlore et de dichlore, mesurés ensemble et exprimés en Cl<sub>2</sub> : 1 mg/m<sup>3</sup>.

La vérification du respect de cette valeur limite d'émission s'effectue au moins une fois par an à la sortie de l'unité d'absorption du chlore, sur la base de la moyenne d'au moins trois mesures horaires consécutives réalisées.

La tour de sécurité n'étant utilisée qu'en cas d'incident, n'est pas concernée par cette surveillance périodique ; elle peut cependant faire l'objet de contrôle à l'initiative de l'inspection.

#### Article 6: Surveillance des rejets

Sans préjudice des dispositions déjà fixées dans les actes antérieurs, l'exploitant assure la surveillance des rejets dans l'air et dans l'eau, pour les paramètres concernés, selon les modalités suivantes :

##### ➤ Rejets dans l'atmosphère :

substance(s)	Point de prélèvement	méthode	norme	Fréquence minimale de la surveillance
Chlore et dioxyde de chlore, exprimés en Cl <sub>2</sub>	Sortie de l'unité d'absorption du chlore	Cellules électrochimiques	<i>aucune</i>	En continu
		Absorption dans une solution, avec analyse ultérieure	<i>aucune</i>	Annuelle (au moins 3 mesures horaires consécutives)

##### ➤ Rejets dans l'eau :

substance(s)	Point de prélèvement	méthode	norme	Fréquence minimale de la surveillance
Chlorates	Point où les émissions quittent l'installation (= point G)	Chromatographie ionique	EN ISO 10304-4	mensuelle
Chlorures	Saumure de purge	Chromatographie ionique ou analyse de flux	EN ISO 10304-1 ou EN ISO	mensuelle

			15682	
Chlore libre	A proximité de la source	Potentiel de réduction	<i>aucune</i>	En continu
	Point où les émissions quittent l'installation (= point G)	Chlore libre	EN ISO 7393-1 ou EN ISO 7393-2	mensuelle
Composés organiques halogénés	Saumure de purge	Composés organiques halogénés adsorbables	Annexe A de la norme EN ISO 9562	annuelle
Mercure	Sortie de la station de démercuration	Spectrométrie d'absorption atomique ou de spectrométrie fluorescence atomique	EN ISO 12846 ou EN ISO 17852	quotidienne
Sulfates	Saumure de purge	Chromatographie ionique	EN ISO 10304-1	annuelle
Métaux lourds pertinents (nickel, cuivre..)	Saumure de purge	Spectrométrie d'émission atomique à plasma à couplage inductif ou spectrométrie de masse à plasma à couplage inductif	EN ISO 11885 ou EN ISO 17294-2	annuelle

#### Article 7: Mise en œuvre du BREF WGC

Suite à la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement / gestion des effluents gazeux dans le secteur chimique (WGC), l'exploitant transmet, sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, un bilan sur la conformité des installations au regard des conclusions sur les MTD établies dans la décision d'exécution du 6 décembre 2022 susvisée.

Ce bilan comportera un programme prévisionnel de mise en conformité, qui ne saura dépasser l'échéance du 6 décembre 2026.

#### Article 8: Affichage et publication de l'arrêté

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Vieux-Thann pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Thann.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 9: Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 10: Sanctions

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du Code de l'environnement.



### Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Vieux-Thann et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société VYNOVA PPC.

À Colmar, le 24 octobre 2024

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

### Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

